CAFTA ACCA
Alliance Canadienne du Commerce Agroalimentaire
Canadian Agri-Food Trade Alliance

ACCA - *Perspectives commerciales*

L'ACCA, le porte-parole du commerce agricole et agroalimentaire du Canada

En 2015, les principales ententes commerciales internationales mises en œuvre et négociées au Canada ont porté l'accent sur l'importance de la compétitivité mondiale du secteur agricole et agroalimentaire canadien.

2016 promet d'être chargée en matière de commerce international. Dans la région Asie-Pacifique, les gouvernements poursuivent les consultations avec l'industrie et se préparent à une éventuelle signature du traité du Partenariat Trans-Pacifique. En Europe et au Canada, le travail continue pour conduire l'Accord économique et commercial global (AECG) à l'étape de la ratification par les parlements canadiens et européens. En même temps, beaucoup attendent de nouveaux développements concernant les négociations de l'après Doha, suite à la réunion ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce qui a eu lieu à la fin 2015.

En bref

PTP

Après avoir examiné soigneusement les modalités du Partenariat transpacifique (PTP), l'Alliance canadienne du commerce agroalimentaire (ACCA) a annoncé aujourd'hui qu'elle appuyait fortement l'accord, considéré comme essentiel à la viabilité future du secteur agricole et agroalimentaire canadien qui dépend des exportations. L'ACCA demande au gouvernement canadien de signer l'accord et de presser pour qu'il soit rapidement ratifié par l'ensemble des parties. Lire les détails et perspectives des membres de l'ACCA sur cafta.org.

Bien que les médias signalent que la signature du TPP pourrait avoir lieu aussitôt qu'en février 2016, les intervenants en agriculture sont encouragés à présenter leur point de vue sur le PTP au gouvernement du Canada sur le site Web d'Affaires mondiales Canada.

OMC

L'ACCA est déçue des résultats de la 10e conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui a eu lieu à Nairobi, au Kenya puisque les participants n'ont pas abordé les questions de l'accès aux marchés et du soutien interne et demeurent loin des mesures souhaitées par le cycle de Doha lancé en 2001. Une orientation intégrée à l'égard des trois piliers (accès aux marchés, concurrence à l'exportation et soutien interne) est essentielle en vue de corriger les distorsions des échanges à l'échelle mondiale et de créer des possibilités appréciables d'accès aux marchés pour les exportations de produits agricoles et agroalimentaires.

L'OMC demeure la tribune par excellence pour obtenir des gains équitables, mondiaux et réciproques dans le commerce international. Espérons que les membres de l'OMC tableront sur les avancées réalisées au Kenya pour reprendre les travaux sur les objectifs plus généraux de Doha.

Suite 1207, 350 Sparks Street Ottawa, Ontario K1R 7S8 T 613.560.0500 F 613.233.2860 CAFTA.ORG

Pour information...

Les lettres de mandat des ministres fédéraux ont été publiées.

- La lettre de mandat de la ministre du Commerce, Mme Freeland, fait état « de l'accroissement des activités commerciales », « de la mise en œuvre de l'AECG », « des consultations au sujet du PTP » et de la « promotion des intérêts en matière d'**agriculture** dans le cadre des négociations entourant de futurs accords commerciaux ».
- Par ailleurs, la lettre de mandat du ministre de l'Agriculture, M. MacAulay, souligne l'importance d'appuyer le secteur de l'agriculture de façon à permettre à ce dernier d'être un chef de file en matière de création d'emplois » et de « promouvoir les intérêts en matière d'agriculture dans le cadre des négociations d'**accords commerciaux**. »

Sur la Colline parlementaire

La liste de secrétaires parlementaires a été diffusée le mois dernier.

- David Lametti devient secrétaire parlementaire de la ministre du Commerce international et Jean-Claude Poissant, secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.
- Celina Caesar-Chavannes occupe l'un des trois postes de secrétaire parlementaire du Premier ministre.

Politique commerciale

L'Accord économique et commercial global (AECG)

L'accord commercial qui a fait les manchettes le mois dernier est l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne.

Le Canada et l'Union européenne ont conclu les négociations il y a un an, mais l'entente doit être entérinée par le Parlement européen et les 28 états membres de l'UE, dont certains parmi eux s'opposent au mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États (ISDS).

La question est passée au premier plan puisque l'Union européenne est en cours de négociation avec les États-Unis au sujet du Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP), question qui a déclenché un vif débat public en Europe. La question de l'ISDS est très complexe. La Commission de l'UE a publié une proposition provisoire concernant la possibilité d'un « tribunal d'arbitrage » international qui remplacerait le mécanisme controversé de règlement des différends entre investisseurs et États. Le nouveau système ne s'appliquerait toutefois pas à l'AECG conclu l'an dernier. « L'accord est clos, nous ne rouvrons pas les négociations à ce sujet, » a déclaré la commissaire européenne du Commerce, Cecilia Malmström.

Le 9 décembre 2015, le Parlement européen a tenu une réunion avec Steve Verheul, négociateur en chef du Canada et la commissaire de l'UE, Mme Malmström. La séance portait sur les raisons expliquant pourquoi l'Accord économique et commercial global avec le Canada constituera une excellente occasion pour les exportateurs, les travailleurs, les consommateurs et les entrepreneurs des deux côtés de l'Océan Atlantique. Dans ses observations, le négociateur en chef du Canada a également déclaré que « le Canada produira selon les normes de l'UE; nous ne tentons pas de changer les pratiques [de l'UE] ».

Suite 1207, 350 Sparks Street Ottawa, Ontario K1R 7S8 T 613.560.0500 F 613.233.2860 CAFTA.ORG

Tant la France que l'Allemagne tiendront des élections en 2017. Le temps presse et on s'attend que le Canada et l'Europe poursuivront le processus de ratification au cours des prochains mois.

Une fois la traduction et la révision juridique du texte terminé, l'accord sera présenté au Conseil européen où il devra obtenir un appui unanime. Il sera ensuite envoyé au Parlement européen aux fins de ratification.

Dans un énoncé conjoint publié récemment, des groupes d'entreprises du Canada et de l'Europe réclamaient l'approbation et l'application à titre provisoire de l'AECG. L'ACCA a exprimé son appui à l'AECG puisqu'on s'attend à ce que cet accord donne lieu jusqu'à 1,5 milliard de dollars en nouvelles exportations agroalimentaires canadiennes, et reste confiante que le gouvernement canadien est déterminé à régler les questions en suspens avant la mise en œuvre de l'AECG.

Pour commencer l'année 2016

L'ACCA accueille un nouveau membre!

Nous sommes ravis d'annoncer que **Pulse Canada** s'est jointe à l'ACCA.
Pulse Canada est une association nationale qui représente tous les groupes engagés dans le développement, la production des légumineuses au Canada. La voix de Pulse Canada vient se joindre à notre cause et nous continuerons d'exécuter notre mandat d'un environnement commercial plus ouvert et équitable pour l'agriculture et l'agroalimentaire. http://www.pulsecanada.com/

Promouvoir le commerce

Dans le cadre de nos initiatives grand public, la directrice générale de l'ACCA, Claire Citeau, prend régulièrement la parole sur l'importance du commerce pour les exportateurs agricoles et agroalimentaires et le besoin d'assurer une concurrence équitable sur le plan du commerce international afin de maintenir notre avantage concurrentiel sur la scène mondiale. Ces récentes présentations d'exposés comprennent des présentations à *Fields on Wheels* à Winnipeg, au Manitoba, un exposé organisé par le Canada Institute and School of Public Policy à Edmonton, en Alberta sur le PTP et les occasions et les avantages pour l'Ouest du Canada, et le forum sur le PTP tenu par le Hill Times à Ottawa, en Ontario.
En janvier, Mme Citeau sera présente à FarmTech à Edmonton, en Alberta les 26-27 janvier.

L'engagement de l'ACCA

En 2016, le Canada doit continuer à négocier et mettre en oeuvre des ententes commerciales qui permettent au secteur agricole et agroalimentaire du Canada de maintenir sa compétitivité mondiale.

Aux vues des opportunités et défis que 2016 promet, l'ACCA s'engage à examiner les dossiers du commerce international de près et à defendre les intérêts de ses membres.

Suite 1207, 350 Sparks Street Ottawa, Ontario K1R 7S8 T 613.560.0500 F 613.233.2860 CAFTA.ORG